

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES **(DCE)**

3 - Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Travaux de rétablissement de la continuité écologique de la rivière Selle à Saint-Martin-Rivière (02)





SOMMAIRE

I.	PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	5
1.	CONTENU DES PRIX	5
2.	BASE DE REGLEMENT DES TRAVAUX	5
3.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	5
4.	DELAIS DE PAIEMENT	6
5.	TRAVAUX EN PLUS OU EN MOINS	6
6.	APPROVISIONNEMENTS.....	6
7.	VARIATION DANS LES PRIX.....	7
8.	FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET FINAL	8
9.	PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	8
II.	DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES	9
1.	DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	9
2.	Calendrier détaillé d'exécution	9
3.	PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION	9
4.	PÉNALITÉS POUR RETARD	9
5.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	10
6.	PÉNALITÉS POUR ABSENCE OU RETARD AUX RÉUNIONS DE CHANTIER.....	10
III.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	10
1.	PIQUETAGE GENERAL.....	10
2.	PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRÉS	10
IV.	COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
1.	CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	11
2.	PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	11
3.	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	12



4.	OBLIGATIONS VIS-A-VIS DE LA VOIRIE ET AUTRES SERVICES PUBLICS	12
5.	OBLIGATIONS VIS-A-VIS DES PROPRIETAIRES ET DES RIVERAINS.....	13
6.	INSTALLATIONS CHANTIER	13
7.	RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER	13
8.	GESTION DES DÉCHETS.....	14
V.	RECEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIES.....	14
1.	RECEPTION DES TRAVAUX.....	14
2.	DELAI DE GARANTIE	15
3.	ASSURANCES.....	15
VI.	DIFFERENDS ET RESILIATION.....	17
1.	REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS.....	17
2.	RESILIATION DU MARCHE	17
3.	TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE	17



Maître d'Ouvrage & Maître d'Œuvre

**Fédération de l'Aisne pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique
(FDAAPPMA02)**

1, chemin du Pont de la Planche 02000 Barenton-Bugny

Tél. : 03 23 23 13 16

Courriel : contact@peche02.fr

Marché

Travaux de rétablissement de la continuité écologique de la rivière Selle à Saint-Martin-Rivière (02)

I. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

1. CONTENU DES PRIX

Les prix unitaires indiqués par l'entrepreneur sont hors TVA et devront tenir compte de toutes les sujétions qui résultent des documents contractuels généraux ainsi que des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, valables de la notification du marché jusqu'à la réception des travaux.

2. BASE DE REGLEMENT DES TRAVAUX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par le prix stipulé à l'acte d'engagement (AE).

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants :

- ✓ en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels qui n'obligent pas, par leur intensité, l'entrepreneur à cesser son activité sur constat contradictoire fait par le Maître d'œuvre ;
- ✓ les frais nécessaires à la délivrance des rapports et certificats de conformité sont à la charge de l'entreprise.

Le règlement des travaux s'effectuera par application des prix du Bordereau des Prix Unitaires aux quantités réellement exécutées.

3. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 13bis du Cahier des clauses administratives générales (CCAG), comportant impérativement les indications suivantes :

- 1) la désignation des parties contractantes du marché et, le cas échéant, celles des cotraitants et des sous-traitants payés directement (nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale);
- 2) le numéro du marché;
- 3) l'objet du marché;
- 4) la période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement;
- 5) la date d'établissement de la facture et la signature par une personne habilitée.

4. DELAIS DE PAIEMENT

Le règlement des prestations s'effectuera par virement dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le règlement intervient lorsque le titulaire remet une demande de paiement ainsi que la ou les pièce(s) nécessaire(s) à la justification de ce paiement.

Suspension des délais :

Par dérogation aux articles 13.23 et 13.43 du CCAG si, du fait de l'entrepreneur, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au paiement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en est résulté.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables à l'entrepreneur, s'opposent au paiement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par l'entrepreneur de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Œuvre de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, envoyée par l'entrepreneur, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Si le délai restant à courir à compter de la fin de la suspension est inférieur à 15 jours, le délai de paiement sera alors de 15 jours.

5. TRAVAUX EN PLUS OU EN MOINS

Sauf procédure d'urgence dûment signalée, l'entrepreneur ne devra commencer aucun travail supplémentaire sans être en possession de l'ordre de service correspondant du Maître d'Œuvre, si minime que soit la dépense, indiquant le ou les prix supplémentaires proposés, faute de quoi le maître d'ouvrage sera en droit de refuser le paiement des prestations qu'il n'a pas préalablement commandées.

6. APPROVISIONNEMENTS

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis les matériaux et éléments concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

7. VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

a) Actualisation et révision des prix

Les prix sont fermes, non révisables mais actualisables si la date de l'ordre de service invitant l'entreprise à commencer les travaux est supérieure de 150 jours à la date de la notification du marché, suivant les modalités ci-après.

b) Mois d'établissement des prix du marché

Le mois d'établissement des prix appelé "mois zéro" est fixé au mois de remise des offres (mars 2020).

c) Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national suivant : (ouvrages d'art en site terrestre, fluvial ou maritime et fondations spéciales – indice TP02).

d) Modalité d'actualisation des prix fermes actualisables mais non révisables

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation donné par la formule :

$$C1 = \frac{I(m-3)}{I0}$$

dans laquelle :

$I0$ index de référence I du mois zéro Travaux (mois d'établissement du prix) ;
 $I(m-3)$ index de référence I du mois antérieur de trois mois au mois "m" contractuel de commencement des travaux.

Ce mois "m" est celui de l'accusé de réception par le titulaire, de la date de commencement de l'exécution du marché portée sur l'ordre de service.

e) Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution des travaux.

8. FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET FINAL

L'Entrepreneur envoie au Maître d'œuvre par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

- ✓ La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et Maître d'ouvrage) et, le cas échéant, des co-traitants et sous-traitants payés directement ;
- ✓ La date du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- ✓ L'objet succinct du marché ;
- ✓ La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

9. PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

a) Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le maître d'ouvrage et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un co-traitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Le titulaire du marché qui souhaite sous-traiter une partie des travaux de son marché doit présenter au Maître d'ouvrage au plus tard 15 jours avant l'intervention du sous-traitant sur le chantier, un dossier du sous-traitant comprenant toutes les pièces suivantes, signées et datées par celui-ci :

- 1) la déclaration du candidat, dûment remplie, signée et datée par le candidat sous-traitant ;
- 2) l'ensemble des pièces complémentaires, à joindre à la déclaration du candidat ;
- 3) les attestations d'assurance remplies et signées par la ou les compagnies d'assurances du candidat.
- 4) L'avenant ou l'acte spécial indiquant :
 - ✓ la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
 - ✓ le nom, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse du sous-traitant ;
 - ✓ les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
 - la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
 - les modalités d'actualisation de prix ou de révision, le cas échéant ;
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
 - ✓ la personne habilitée à donner les renseignements ;
 - ✓ le comptable assignataire des paiements ;
 - ✓ si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer : y seront jointes les pièces visées au règlement de la consultation (déclarations à souscrire, références, attestations d'assurances ; etc.).

II. DELAI D'EXECUTION ET PENALITES

1. DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution des travaux est fixé par l'acte d'engagement. Il est à noter que toute période de préparation des travaux est comprise dans le délai d'exécution.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

2. Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par l'entrepreneur soumis à validation du Maître d'œuvre dans le cadre du délai global d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différentes actions dont l'opération fait l'objet des travaux.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution global fixé à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial accepté, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à l'entrepreneur.

3. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution qui figurent dans l'acte d'engagement et dans le calendrier d'exécution détaillé s'entendent hors intempéries.

Ces délais seront prolongés du nombre de jours d'intempéries constatés par le Maître d'Œuvre et consignés sur le cahier journalier de chantier sur proposition justifiée de l'entreprise, le Maître d'Œuvre ayant tous pouvoirs pour retourner ou non les arguments de l'entreprise.

4. PÉNALITÉS POUR RETARD

Le titulaire du marché s'engage à respecter les délais de réalisation des prestations proposés dans le cadre de son offre.

De même, l'entrepreneur subira, par jour ouvré de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de 1/100^{ème} du montant en prix global de base hors TVA du marché et des avenants éventuels.

Ces jours de retard s'apprécieront sur chacun des délais partiels prévus au calendrier d'exécution, y compris le délai pour la période de préparation, les travaux de finition ou de remise en état générale du chantier.

Si pour un cas de force majeure, l'exécution des travaux se trouve retardée, l'entrepreneur peut en saisir le maître d'Œuvre en produisant toutes justifications utiles. Ce dernier appréciera le délai supplémentaire à lui accorder éventuellement et sa décision sera sans appel.

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

5. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de réception (constat de parfait achèvement des travaux), prononcée par le Maître d'Œuvre, les entrepreneurs devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur responsable après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de TROIS CENT EUROS HT (300 € HT) par jour calendaire de retard.

6. PÉNALITÉS POUR ABSENCE OU RETARD AUX RÉUNIONS DE CHANTIER

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les réunions de chantier sont fixées par le Maître d'Œuvre et feront l'objet d'un rendez-vous.

L'entrepreneur qui n'assistera pas ou qui ne sera pas représenté par une personne habilitée à prendre toutes décisions en ses lieux et place subira une pénalité de 500 EUROS TTC (500 € TTC) par absence constatée à ces réunions portée au compte rendu de chantier.

Cette pénalité vaut également pour les co-traitants et sous-traitants éventuels dûment convoqués.

III. IMPLANTATION DES OUVRAGES

1. PIQUETAGE GENERAL

Le CCTP fixe les conditions de piquetage général.

2. PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRÉS

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera exécuté en même temps que le piquetage général et en présence des différents concessionnaires et du Maître d'Œuvre, par l'entrepreneur.

IV. COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

1. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'entrepreneur est réputé, par le fait même de son acte d'engagement, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, et, particulièrement des conditions relatives au moyen de communication et de transport, de stockage des matériaux, aux disponibilités en main d'Œuvre, en eau, en énergie électrique et de toutes conditions physiques relatives au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain, aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux, et à tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

L'entrepreneur reconnaît en outre avoir une connaissance complète de la nature du sol et du sous-sol, dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus de la visite des lieux et études qui auraient été faites par le Maître d'ouvrage et qui sont à sa disposition.

Les conséquences des erreurs et carences de l'entrepreneur dans la réunion des renseignements ne pourront que demeurer à sa charge.

2. PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après par l'entrepreneur :

- ✓ obtention et présentation au visa du maître d'œuvre de tout document nécessaire à la mise en œuvre du programme d'exécution ou de tous les documents qui pourraient lui être demandé (attestations d'assurances, arrêtés de circulation, etc.)
- ✓ établissement et présentation au visa du Maître d'Œuvre du calendrier d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier ainsi que du plan particulier de sécurité et de protection de la santé ;
- ✓ élaboration et présentation au visa du Maître d'Œuvre du schéma d'organisation de son chantier ;
- ✓ élaboration et présentation au visa du Maître d'Œuvre de tout autre document qui pourrait lui être demandé pour cette période par les documents particuliers du marché (attestations d'assurances, plans de détails et de réservations, échantillons, etc.) ;
- ✓ les installations de chantier ;
- ✓ l'exécution éventuelle des voies et réseaux divers.

3. SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

Les mesures de sécurité aborderont les 3 domaines suivants :

- analyse détaillée au regard de l'hygiène et de la sécurité, des procédés de construction et d'exécution des modes opératoires, des installations de chantier, des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation du chantier ;
- définition des risques prévisibles liés à l'ensemble des postes de travail analysés précédemment, aux déplacements du personnel dans les cheminements, à l'organisation du chantier entre les diverses entreprises ;
- indication des mesures de protection adaptées pour ces risques, assorties des conditions dans lesquelles elles sont contrôlées.

Les consignes de premier secours aux victimes d'accidents et aux malades comprendront :

- les consignes sur la conduite à tenir en présence d'un accidenté ou d'un malade ;
- la liste des secouristes présents sur le chantier ;
- l'énumération du matériel médical existant sur le chantier ;
- l'énumération des moyens pour l'appel des secours.

Les mesures d'hygiène comprendront :

- l'hygiène des conditions de travail ;
- l'hygiène des locaux destinés au personnel.

4. OBLIGATIONS VIS-A-VIS DE LA VOIRIE ET AUTRES SERVICES PUBLICS

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations à demander aux services intéressés relatives aux permissions de voirie et à l'usage des engins mécaniques.

Il se conformera aux prescriptions qui lui seront imposées par lesdites autorisations et par les agents des services intéressés chargés d'en vérifier la stricte observation. Aucune plus-value ne sera admise du fait de l'exécution de ces prescriptions, l'entrepreneur étant censé avoir tenu compte de ces sujétions lors de l'établissement de ses prix.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera ainsi réalisée par l'entrepreneur sous sa responsabilité et à ses frais sous le contrôle des services compétents.

L'entrepreneur veillera notamment :

- ✓ à la bonne conservation des bornes et repères le long du cours d'eau ;
- ✓ à la rencontre des conduites (AEP, assainissement, EDF, GDF, pipe-line, PTT, etc...).

Il devra en particulier effectuer une déclaration d'intention de commencement de travaux adressée aux différents services concernés préalablement à l'ouverture du chantier.

5. OBLIGATIONS VIS-A-VIS DES PROPRIETAIRES ET DES RIVERAINS

L'entrepreneur recueillera les autorisations des propriétaires concernés par le passage spécifique des engins lorsque l'emprise de ce passage se situe hors voirie communale ou hors servitude.

La remise en état des lieux et chemins d'accès sera à la charge de l'entrepreneur.

6. INSTALLATIONS CHANTIER

a) Plan d'installation de chantier

Le plan d'installation de chantier intègre les dispositions visant à garantir la sécurité des biens et des personnes, et comprend notamment :

- ✓ une étude des accès au chantier (gabarit, charge maximale, détermination des voies) ;
- ✓ l'organisation du trafic ;
- ✓ l'implantation de la signalisation de chantier (panneaux, signalisation routière, ...) ;
- ✓ l'implantation des zones de stockages des approvisionnements de chantier (matériel et matériaux) ;
- ✓ l'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets (goulottes, bennes, ...) ;
- ✓ l'implantation des éventuels appareils de levage et l'installation des recettes ;
- ✓ l'implantation des réseaux divers (eau, gaz, électricité, EP) ;
- ✓ l'éventuelle installation électrique provisoire de chantier avec description de l'installation électrique, de ses dispositifs de sécurité, positionnement des armoires et des coffrets de distribution.

b) Sécurité et hygiène de chantier

L'entrepreneur est responsable du nettoyage du chantier et de l'enlèvement de ses propres déchets, conditionnements, déblais et gravats.

7. RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER

a) Dépenses d'investissement

L'entrepreneur aura à sa charge :

- ✓ l'exécution des voies d'accès provisoires au chantier, la mise en place des moyens éventuels de levage ;
- ✓ l'installation d'éclairage et de signalisation ;
- ✓ la mise en place des dispositifs de protection collective utilisés en commun (passerelles de franchissement des tranchées, protection des trémies et regards, etc.) ;
- ✓ l'installation matérielle du chantier avec mise en place de tous les matériels, équipements et moyens nécessaires à l'exécution des travaux (branchements éventuels provisoires d'eau, d'assainissement, d'électricité, etc.).
- ✓ L'entrepreneur devra par ailleurs assurer la confection et la mise en place d'un panneau d'information.

b) Dépenses de fonctionnement

Les dépenses d'entretien des installations de chantier précitées sont assurées par l'entreprise qui les a réalisées.

Les dépenses afférentes au nettoyage du chantier sont assurées par chaque entreprise. En cas de non-respect des règles de propreté élémentaires, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire nettoyer le chantier aux frais de l'entreprise défaillante ou, lorsque le responsable ne pourra être déterminé, aux frais du compte prorata.

c) Dépenses de consommation

Consommations d'eau, d'électricité (y compris location des compteurs), de téléphone, dépenses de fonctionnement telles que : nettoyage des installations communes, mise en place et vidange des bennes à déchets, remplacement de fournitures détériorées lorsque le responsable n'est pas connu, gardiennage et fermeture du chantier sont à la charge de l'entrepreneur.

8. GESTION DES DÉCHETS

Le titulaire effectue les opérations, prévues dans les documents particuliers du marché, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Afin que le Maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au Maître d'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

V. RECEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIES

1. RECEPTION DES TRAVAUX

Le délai maximal dans lequel le Maître d'Œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à TRENTE jours (30 jours) à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.



2. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à un an pour l'ensemble des travaux dans le lit mineur.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur assurera, à ses frais, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi que la réfection des malfaçons constatées par le Maître d'ouvrage.

3. ASSURANCES

a) Responsabilités

D'une façon générale, les entrepreneurs assument les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

b) Assurance de la responsabilité des risques annexes

Les entrepreneurs déclarent être titulaires de garanties couvrant :

- ✓ les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception ;
- ✓ les dommages immatériels consécutifs après réception.

Les fabricants soumis à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité, notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

En cas de travaux sur existants, ces garanties devront impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi du 4 janvier 1978, et par l'annexe 1 à l'article A 243-1 précitée, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

c) Autres assurances individuelles

Les entrepreneurs déclarent être titulaires, en outre, des garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis-à-vis des tiers et du Maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après les travaux.

d) Dispositions communes et attestations

Dans un délai de QUINZE jours (15 jours) à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur devra produire les attestations d'assurances ainsi que les attestations de ses sous-traitants et fabricants, délivrées dans les mêmes conditions.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants et fabricants.

Aucun règlement ne sera effectué par le Maître d'Ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas les justificatifs correspondants.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur (ou fabricant) la souscription d'une assurance complémentaire et à défaut de souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier, et/ou de ses sous-traitants, et/ou de ses fabricants. Dans cette hypothèse, le montant de la prime sera retenu, sur justificatif, sur le montant de la première situation présentée par l'entrepreneur.

Le Maître d'Ouvrage a en conséquence la possibilité, en cas de non-respect par l'entrepreneur de ces obligations et hormis la souscription par lui d'assurance complémentaire à la charge de l'entreprise, de résilier le marché aux torts de cette dernière.

e) Franchises

Les franchises applicables en cas de sinistre lié aux ouvrages seront supportées intégralement par l'entreprise titulaire du marché.

Dans le cas où aucune entreprise ne pourrait être tenue pour responsable, les franchises seront imputées aux titulaires du ou des parties du marché concernées, par l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistré(e) au prorata du coût de la réparation des dommages affectant leurs parties.

Si l'entreprise responsable ou à défaut, l'entreprise titulaire de la partie du marché sinistrée ne prend pas en charge la réparation d'un sinistre survenu en cours de travaux, la franchise ou son prorata sera prélevée sur sa situation de chantier ou celle du mandataire de son groupement, à charge, pour ce dernier, de recourir contre ladite entreprise.

VI. DIFFERENDS ET RESILIATION

1. REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

Les parties au contrat s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations et clauses du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable.

2. RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions et conformément aux modalités prévues par les articles 45 et suivants du CCAG-Travaux.

3. TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le Tribunal administratif d'Amiens.

Fin du CCAP